Document généré le 3 mai 2025 17:13

Ciné-Bulles
Le cinéma d'auteur avant tout

Une ministre dans le collimateur

André Lavoie

Volume 14, numéro 4, hiver 1995

URI : https://id.erudit.org/iderudit/33768ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association des cinémas parallèles du Québec

ISSN

0820-8921 (imprimé)
1923-3221 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Lavoie, A. (1995). Une ministre dans le collimateur. *Ciné-Bulles*, *14*(4), 2–3.

Tous droits réservés © Association des cinémas parallèles du Québec, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Une ministre dans le collimateur

par André Lavoie

«On constate le rétrécissement actuel du ministère de la Culture au profit d'instances plus autonomes tels le CALQ et la SODEC; l'autofinancement est promu auprès des individus et des groupes de créateurs et d'agents culturels, de même sont interpellés les municipalités et les régions pour prendre en charge leur vie culturelle: tout cela est positif mais ne signifie pas, de la part de l'État, l'économie d'une volonté politique face à la culture.»
*(Rose Marie Arbour, «Diffusion de la culture et des arts: à quel prix?», **le Devoir**, 14 septembre 1995)*

L'automne dernier, la culture n'aura jamais été un enjeu aussi peu débattu dans le cadre d'une campagne, qu'elle soit référendaire ou électorale. Nous aurons assisté à une enfilade plus ou moins inspirée de discours à saveur économique où les motoneiges de Laurent Beaudoin et les méthodes expéditives de Claude Garcia («le 30 octobre, il faut les écraser...») auront pris une place démesurée. Démesurée? Les journalistes ont tout simplement braqué leurs micros et leurs caméras vers ceux qui jappaient le plus fort, le plus longtemps ou le plus souvent. Évidemment, ce ne sont pas avec les mots d'ordre «fédéralistes » de Roger D. Landry à ses *boys* de ***la Presse*** qui feront en sorte que les propos de Paul Piché et de Pierre Falardeau voisineront aisément ceux de Paul Desmarais. Mais dans un camp comme dans l'autre, les muses ont visiblement pris congé et les calculatrices ont remplacé les violons et les drapeaux de mai 80.

Cette absence presque complète de discussions passionnées sur les enjeux culturels dans un Québec souverain parle d'elle-même. Les leaders d'opinion, les chefs de parti et ceux qui savent comment «fabriquer le consentement» mettent de l'avant leurs priorités et il faut bien dire que les artistes et les gestionnaires de la culture, à quelques exceptions près, leur ont laissé le champ libre. Les forts en gueule comme Jean-Louis Roux, René-Daniel Dubois et Andrée Ferretti auront certes créé un impact puissant mais limité; il fallait bien que s'expriment, dans toute leur subtilité, les véritables leaders de cette campagne référendaire, Daniel Johnson et Jacques Parizeau en tête suivis de près par le très lyrique Lucien Bouchard. Si personne ne parle d'autres choses que d'économie, est-ce à dire que c'est tout ce qui intéresse les Québécois? Le Québec serait-il devenu un gigantesque conseil d'administration, ou pire, une chambre de commerce?

En choisissant comme prétexte la dernière campagne référendaire, on pourra maintenant s'interroger à juste titre sur la place de la nouvelle ministre de la Culture et des Communications, Louise Beaudoin, sur l'échiquier politique québécois et/ou canadien. La députée de Chambly, quatrième titulaire du Ministère après Marie Malavoy, Rita Dionne-Marsolais et le premier ministre Parizeau, n'est pas une inconnue du monde politique et encore moins du milieu culturel. Bagarreuse depuis toujours, souverainiste de la première heure, ayant essuyé quelques revers électoraux avant de faire sa véritable entrée à l'Assemblée nationale en septembre 1994, Louise Beaudoin avait visiblement bien des cartes dans son jeu pour être «ministrable». Sa feuille de route, quelque peu tortueuse, démontre néanmoins que la dame n'a pas peur des défis: le ministère des Affaires internationales sous le gouvernement Lévesque, Téléfilm Canada, le Palais de la civilisation et le tout entrecoupé de campagnes électorales ainsi que d'un séjour à Paris avant de revenir représenter le comté de Chambly. De plus, elle ne craint pas de mêler amitiés et affaires puisque ses bonnes «chums de filles» ont pour nom Denise Bombardier, Lise Bissonnette et une dénommée Liza Frulla.

L'équipe Parizeau ne regorgeait pas de candidats aptes à diriger un ministère comme celui de la Culture. Le budget qui y est attaché et son influence ne font pas toujours le poids mais la situation n'a rien d'exceptionnel — même si elle est déplorable — dans l'histoire des gouvernements qui se sont succédé à Québec depuis 30 ans. Le mauvais calcul politique de Jacques Parizeau, et ce, dès sa victoire électorale, fut de sous-estimer l'importance stratégique de ce «poste budgétaire» en le confiant à une universitaire patentée transformée en politicienne grâce à un seul coup de baguette. La magie n'a pas opéré, c'est le moins que l'on puisse dire. Pourtant, le nom de Louise Beaudoin circulait déjà dans certains milieux mais le premier ministre a préféré l'envoyer littéralement au front en la nommant aux Affaires intergouvernementales, le lieu par excellence des tempêtes constitutionnelles dans le grand verre d'eau canadien. Les prises de bec n'ont jamais fait peur à Louise Beaudoin; depuis un an, elle s'acquitte de sa tâche avec application, voire même avec un certain succès.

Pendant ce temps, le désordre s'installait rapidement du côté du ministère de la Culture. Les départs précipités de Marie Malavoy et de Rita Dionne-Marsolais ont forcé Jacques Parizeau à se rendre compte qu'il n'y avait pas que la culture d'entre-

prise qui comptait au Québec et son soudain intérêt pour la chose camouflait mal une absence de vision. En fait, comment pouvait-il sérieusement nommer, toujours à la va-comme-je-te-pousse, une ou un troisième incompétent? Malgré la mise en place de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) et le déblocage de certains dossiers comme ceux de la Cinémathèque québécoise et de l'Institut national de l'image et du son, le bref passage de Jacques Parizeau aux «affaires» culturelles ne mérite aucune mention d'honneur. Sa décision de nommer Louise Beaudoin arrivait un an trop tard. Aprés les bons mots d'encouragement, tous ont déploré le trop grand nombre de charges dévolues à la nouvelle ministre: en plus des Affaires intergouvernementales et de la Culture, elle est responsable de l'application de la Charte de la langue française et elle siège au défunt comité référendaire et au toujours très actuel comité des priorités. Liza Frulla, maintenant critique de l'opposition officielle en matière de culture, avait bien raison de lancer son fameux: «Pauvre Louise!»

Cette accumulation excessive de charges n'a en rien rassuré les milieux culturels qui, malgré tout le respect qu'ils éprouvent pour Louise Beaudoin, craignent une fois de plus d'être laissés pour compte. Faut-il leur donner tort? Le travail n'effraie sans doute pas la ministre mais qu'en est-il du travail bien fait? Avec tant de fers sur le feu, elle risque, d'ici peu de temps, de subir quelques graves brûlures. Après la défaite référendaire, les problèmes restent entiers. Le mot d'ordre devra être: «l'imagination au pouvoir». Et ce n'est pas en fréquentant Marcel Massé et Michel Dupuy qu'elle trouvera ses meilleures sources d'inspiration.

Peu importe le statut politique du Québec dans les mois ou les années à venir, les décisions de la ministre devront se prendre dans un contexte de crise qui n'a rien à voir avec nos problèmes financiers actuels. Les pressions de la droite (qu'elle soit américaine ou canadienne, c'est la même chose) sont de plus en plus fortes pour que les grandes institutions culturelles deviennent modestes parce que jugées trop élitistes ou inefficaces. Si nos élus croient que la distinction québécoise fera la différence face à une certaine barbarie américaine, ils se trompent: le gouvernement du Québec méprise Radio-Québec de la même façon que les Républicains s'acharnent à faire disparaître PBS et le National Endowment for the Arts. D'autres exemples? Après avoir tant pleuré sur les coupures infligées par Téléfilm Canada aux «petits» festivals, qu'attend la SODEC pour établir un plan d'action ou, à tout le moins, tendre la main à ceux qui contribuent à la qualité de la vie cinématographique à Montréal et en régions? Et nous qui avons cru que ces fameuses régions étaient le nouveau bébé chéri du gouvernement Parizeau... La naïveté nous perdra.

Les pressions vers l'efficacité à tout prix en offrant une culture de masse qui joue le jeu de la concurrence au détriment d'une culture universelle ouverte sur le monde n'est qu'un des obstacles au développement des institutions qui peuvent encore supporter le travail des créateurs, et en particulier des cinéastes. Louise Beaudoin n'est pas sans savoir que ce ne sont pas les quelques millions injectés dans la SODEC et dans le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) qui feront la différence. République ou pas, entre des ministres qui veulent graisser la patte des médecins tout en fermant des hôpitaux et ceux qui rêvent de voir revenir la *strappe* dans les écoles et faire fleurir des universités dans leur comté, la ministre devra être, plus que jamais, d'une combativité extrême. L'an 1 du gouvernement Parizeau a démontré que derrière les grands discours qui chantent les louanges de la social-démocratie se cache des actions et des décisions à courte vue, uniquement pour sauver une piastre et amadouer les gens d'affaires. Après les études «sérieuses» de Richard Le Hir, où furent celles sur l'avenir du cinéma québécois dans un pays souverain — lire sans Téléfilm Canada, l'Office national du film et Radio-Canada?

L'indépendance du Québec, qu'elle soit pour aujourd'hui ou dans 20 ans, ne changera rien au paysage culturel si le milieu ne se sent pas soutenu, appuyé. Le cafouillage de la dernière année a malheureusement mis en lumière le peu d'intérêt de ce gouvernement pour la chose culturelle et mis à part quelques chanteurs et écrivains dévoués, les créateurs, en règle générale, ont pris une grande distance vis-à-vis l'équipe péquiste. Et du côté des cinéastes, l'indifférence demeure encore plus frappante: peut-être ne voulaient-ils pas perdre le précieux confort que leur procurent les institutions fédérales...

Dans un grand pays ou une belle province, la place du ministère de la Culture sera cruciale: sur un continent en déroute qui ne jure que par le libre-échange et l'uniformisation, la place des Québécois, souverains ou pas, se fera grâce à une bonne dose d'imagination et beaucoup de ténacité. Louise Beaudoin sera-t-elle de la partie? Souhaitons qu'elle ait au moins le temps de se pencher sur la question... ■

«Nous avons un ministère qui fait de moins en moins de programmation, qui s'est délesté, avec raison, de l'appui aux arts et aux industries culturelles via le CALQ et la SODEC. Je voudrais réussir l'agencement de ces deux organismes avec le ministère en planifiant et en concertant.

«Mais l'État ne se désengagera pas, avertit-elle. Il faut surtout se remettre à l'œuvre et trouver plus que jamais des solutions imaginatives. Il s'agit de favoriser une prise en charge par le milieu de ses propres affaires. Par sa présence, le ministère encouragera le plus possible l'autofinancement.»
(Mario Cloutier, «Louise Beaudoin au ***Devoir****: Québec songe à créer un "Fonds de solidarité" de la culture»,* ***le Devoir****, 6 septembre 1995)*

«En Europe, 40 à 50% des films sont issus de coproductions, proportion qui tombe à moins de 10% au Québec. "Nous devons explorer des voies nouvelles, précise le directeur de la SODEC. Car ici, l'aide publique ira en s'amenuisant..."»
(Odile Tremblay, «Un allié pour la SODEC», ***le Devoir****, 23 août 1995)*